



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VICAT

Route de Pierreville
54990 Xeulley

Références : 2024_2348
Code AIOT : 0006200725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement VICAT implanté Route de Pierreville 54990 XEUILLEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à la réception de plaintes de riverains concernant des nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT
- Route de Pierreville 54990 XEUILLEY
- Code AIOT : 0006200725
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VICAT exploite, sur le territoire de la commune de Xeuilley, une cimenterie autorisée par l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Nuisances sonores | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 2 | Nuisances sonores | Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------|--|-------------------|
| 3 | Nuisances sonores | Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article II.3 | Sans objet |
| 4 | Emissions lumineuses | Arrêté Ministériel du 27/12/2018, article 2.I | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite portait sur la thématique bruit et émissions lumineuses et faisait suite à la réception de plaintes fin d'année 2024.

L'inspection a pu constater qu'aucune mesure des émissions sonores n'a été réalisée depuis 2013 en limite de propriété et en zone à émergence réglementée.

Néanmoins, l'exploitant a fait parvenir un bon de commande le 26/02/25 pour faire réaliser des mesures. Les plaintes ont également été prises en considération par Vicat qui a mené plusieurs actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances sonores

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52 |
| Thème(s) : Autre, Bruit (Rub 2515-E) |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. [...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : |

| |
|---|
| <p>1. Pour les établissements existants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; - si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. |
| <p>Constats :</p> <p>Les dernières mesures des émissions sonores de l'installation datent de novembre 2013 (Rapport DS13150V1NC-A.VIC5401 de AD ingénierie du 8/11/13).</p> <p>Une étude d'impact acoustique avait également été réalisée à la même période et par le même prestataire.</p> <p>Aucune campagne de mesures n'a été réalisée depuis cette date alors que la fréquence imposée est annuelle ou trisannuelle en cas d'absence de non conformité.</p> <p>Par mail du 26/02/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande pour la réalisation d'une "étude mesure acoustique". Il a également indiqué que les mesures devraient être réalisées semaine 11.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser sous un délai de 2 mois une mesure des émissions sonores de son établissement, en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, dans des conditions représentatives de fonctionnement des installations (notamment avec le fonctionnement du nouvel équipement ARGILOR) et de transmettre les résultats à l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 2 : Nuisances sonores

| | | |
|---|---|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 | | |
| Thème(s) : Autre, Bruit | | |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :</p> | | |
| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement | Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés |

| l'établissement | | |
|--|---------|---------|
| Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

[...]

Constats :

D'après la dernière campagne réalisée en 2013, les mesures montrent que :

- Tous les points réalisés en limite de propriété sont conformes en période diurne et 4 d'entre eux (sur 7) sont non conformes en période nocturne;
- Tous les points réalisés en ZER (zone à émergence réglementée) sont non conformes en période nocturne et un seul (sur 3) est conforme en période diurne.

Cependant, le site ayant évolué depuis 11 ans (modifications d'équipements, etc.), ces mesures ne sont pas représentatives de la situation actuelle.

Un des changements majeurs est la construction de l'installation d'activation d'argiles "Argilor". L'exploitant a indiqué qu'aucune mesure de bruit n'a été réalisée pour le moment suite au démarrage de cette installation car celle-ci n'a fonctionné que moins de 30% du temps entre septembre 2024 et décembre 2024.

D'autre part, le site a fait l'objet de plusieurs plaintes entre octobre et décembre 2024 par rapport à des nuisances sonores nuit et jour, depuis janvier 2024 pour 2 plaintes et depuis septembre 2024 pour une autre.

Depuis la connaissance de ces plaintes, l'exploitant a engagé plusieurs actions :

- le niveau sonore de la permissive de démarrage sur l'installation Argilor a été réglée au minimum (fin août 2024) ;
- une électrovanne de décolmatage de filtre défectueuse a été remplacée (septembre 2024);
- 4 avertisseurs sonores de recul de chariots ont été remplacés fin novembre 2024;
- les alarmes sonores sur les analyseurs gaz de l'installation Argilor ont été débranchées et sont maintenant directement reportées en salle de contrôle (janvier 2025);
- il est prévu que les bonbonnes de décolmatage du nouveau séparateur au niveau du broyeur ciment soient calorifugées (pièces en commande).

Pour rappel également, le 26/02/25, l'exploitant a transmis par mail à l'inspection un bon de commande pour faire réaliser une campagne de mesures par la société AD ingénierie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir sous un délai de 2 mois une nouvelle de campagne de mesures en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, dans des conditions représentatives de fonctionnement des installations (notamment avec le fonctionnement du nouvel équipement ARGILOR) et de transmettre les résultats à l'inspection.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Nuisances sonores

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article II.3 |
| Thème(s) : Autre, Bruit |
| Prescription contrôlée : L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. |
| Constats : Certains avertisseurs sonores sont utilisés pour la sécurité du personnel comme les permissives de démarrage, les reculs des chariots de manutention ou les portes automatiques avec avertisseurs sonores. Au fur et à mesure des tests effectués sur la nouvelle installation Argilor, l'exploitant ajuste ses différents équipements, en prenant en compte également les plaintes des riverains (comme mentionné dans le constat précédent, réglages du niveau sonore des permissives de démarrage, remplacement des avertisseurs sonores des chariots...). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Emissions lumineuses

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2018, article 2.I |
| Thème(s) : Autre, Emissions lumineuses |
| Prescription contrôlée : Les éclairages extérieurs définis au a de l'article 1er du présent arrêté, liés à une activité économique et situés dans un espace clos non couvert ou semi-couvert, sont éteints au plus tard 1 heure après la cessation de l'activité et sont rallumés à 7 heures du matin au plus tôt ou 1 heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt. |
| Constats : La tour de préchauffage de l'installation Argilor (60 m de hauteur) n'est pas fermée par bardage, ainsi, l'ensemble des éclairages, dont certains sont essentiels à la sécurité du personnel, sont visibles de l'extérieur. L'installation a pour vocation de fonctionner 24h/24. L'allumage de ces éclairages est réalisé par rapport à la luminosité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |